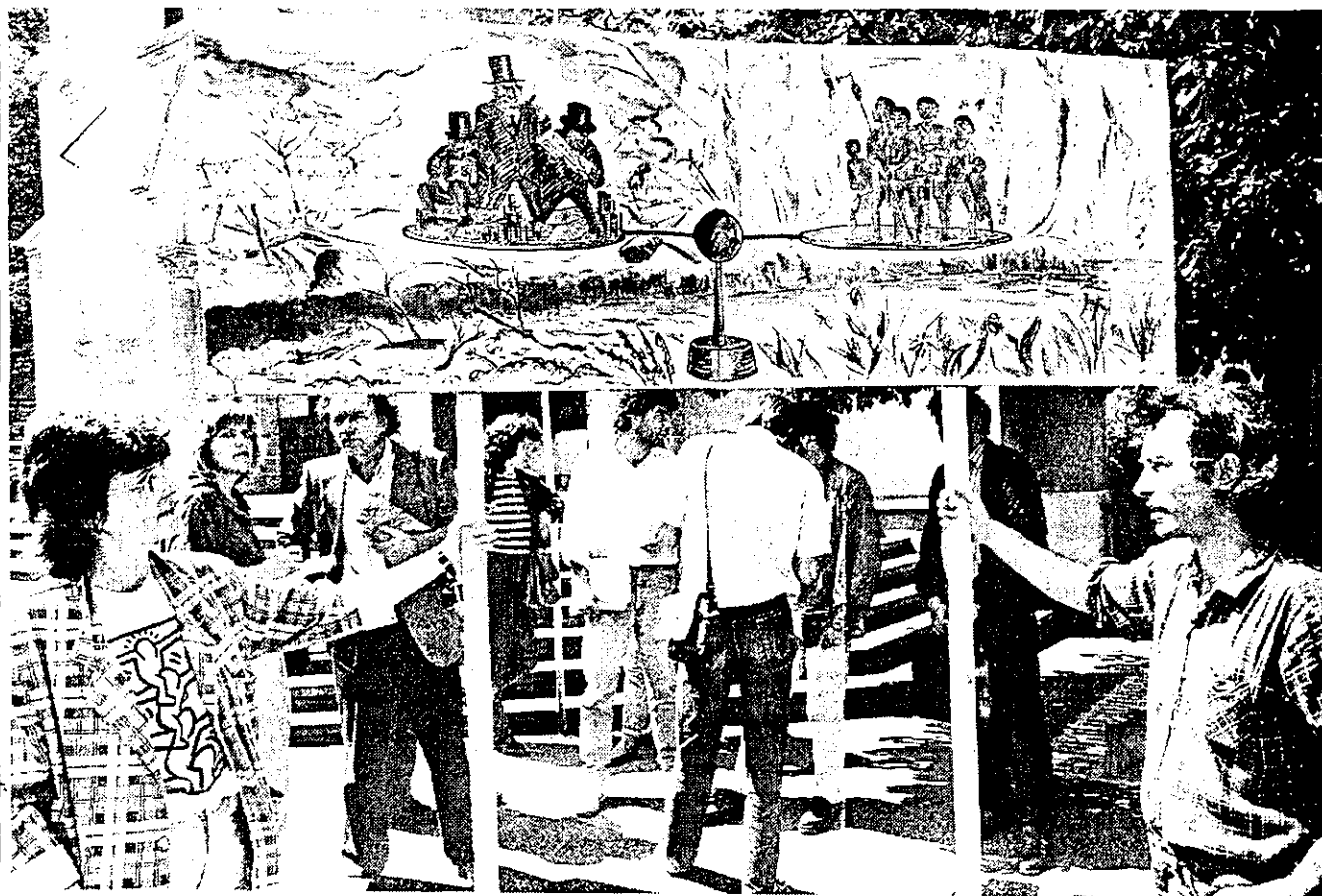


24 HEURES - 03/05/90

1699

877 3 POUR SAUVER LES YANOMAMI

Lettre à la délégation brésilienne



Pour tenter de sauver les quelque 8500 indiens Yanomami qui survivent encore dans le nord du Brésil, une lettre a été remise mercredi à la Délégation permanente brésilienne auprès des Nations Unies, 33, rue Carteret.

Pierrette Birraux-Ziegler, ethnologue genevoise, a été la première à dénoncer le génocide des indiens Yanomami par 40.000 «garimpos» (chercheurs d'or). Une petite «manif» a eu lieu à cette occasion à l'autre bout de la rue Carteret, le Département de justice et police ayant refusé que les manifestants

s'assemblent devant l'immeuble de la Délégation...

Requête en cinq points

Cette lettre, dont un double a été remis à l'ambassade à Berne, est adressée à M. Fernando Color de Mello, président de la République. Elle est signée par dix-neuf organisations internationales non gouvernementales et présente avec insistance cinq demandes essentielles. D'abord que le territoire yanomami soit ouvert aux équipes de santé, les indiens étant atteints de diverses épidémies amenées par les orpailleurs.

Ensuite que les chercheurs d'or soient définitivement retirés de ce territoire; que les trois «réserves d'orpillage» soient révoquées; que les pistes d'atterrissage clandestines soient définitivement fermées. Enfin, qu'une solution alternative satisfaisante soit fournie aux chercheurs d'or, par exemple

l'ouverture de mines en terres non indiennes.

Au cours d'une conférence de presse qui a suivi la remise de la lettre, Mme Birraux-Ziegler, a insisté sur le fait que le génocide se poursuit toujours et que 1500 indiens sont disparus depuis le début de l'année. C'est un plan de l'armée brésilienne «Calha del Norte», d'occupation des frontières, qui est à l'origine de la venue des orpailleurs. L'armée a d'ailleurs délibérément fermé les yeux sur la venue des 40.000 «garimpos», alors que son devoir était de s'y opposer.

A noter qu'au Venezuela, on compte 12.000 Yanomami qui y vivent en paix. Mais les chercheurs d'or violent sans cesse la frontière, s'installent au Venezuela et menacent la bas aussi la tranquillité des indiens.

Des manifestations ont eu lieu pour soutenir les Yanomami à Paris, Vienne, Londres, Bonn, Washington.

24 HEURES
EDITION NATIONALE + VAUDOISE
1001 LAUSANNE
tirage total q. 96,851
Argus Medio No. 1411

1699

3. Mai 1990

A l'ambassade du Brésil à Genève

Pétition pour les Yanomami

Depuis l'arrivée de 45 000 chercheurs d'or sur leur territoire, il y a deux ans et demi, un Indien Yanomami du Brésil sur cinq est décédé, victime des maladies apportées par les orpailleurs ou de leur violence. Les représentants de 19 organisations non gouvernementales ont remis, hier à Genève, une lettre à la représentation diplomatique du Brésil. Adressée au nouveau président brésilien Fernando Collor de Mello, elle demande l'insistance des mesures de protection.

«Le génocide des Yanomami n'est pas une fatalité.» Pierrette Ziegler-Birraux, ethno-géographe et membre du Centre de documentation de recherche et d'information des populations indigènes, connaît particulièrement bien les problèmes des Yanomami, pour avoir partagé leur vie. En 1988, le plus grand peuple autochtone des Amériques à avoir gardé son autonomie économique et culturelle comptait 22 000 âmes, aux confins du Brésil et du Venezuela. Des 10 000 Yanomami du Brésil (124 colonies), 1500 à 2000 sont morts depuis l'invasion des orpailleurs sur leur territoire: fauchés par les maladies apportées par les Blancs ou décimés par eux.

Pistes clandestines

Le gouvernement brésilien a expulsé en 1987 les médecins, les anthropologues et les missionnaires de



Les manifestants devant l'ambassade. Quatrième depuis la gauche, l'ethnologue Pierrette Ziegler-Birraux.

—Rouèche

la région. Et les chercheurs d'or ont construit plus d'une centaine de pistes d'atterrissage clandestines. En outre, ils utilisent massivement le mercure (1 à 2 g pour 1 g d'or) pour amalgamer les alluvions aurifères.

Faire revenir les médecins

Les diverses organisations qui s'occupent de la défense des Yanomami placent leur espoir dans le nouveau président. Collor de Mello a en effet ordonné la destruction de 110 pistes d'aviation, réparties sur les 8 millions d'hectares qui devraient constituer le territoire yanomami mais dont les deux tiers ont été classés en forêts nationales, où

l'exploitation minière est permise. Les organisations non gouvernementales demandent notamment que ces pistes soient définitivement fermées et contrôlées, que les chercheurs d'or soient retirés du territoire et qu'une solution de rechange satisfaisante soit trouvée pour les Yanomami. Ils demandent également que leur territoire soit ouvert aux équipes de santé de manière permanente et concluent que seul un changement profond d'attitude du gouvernement permettra de sauver les Yanomami de l'extermination.

Claudine Dubois-